



www.emcdda.eu.int

Drugnet Europe

Lettre d'information de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies

ISSN 0873-5387

Dans ce numéro...

- 2** Atelier de la *Reitox Academy*: Estimation de la prévalence de la consommation problématique de drogue
- 3** Des traitements désormais plus «nombreux, plus accessibles et plus diversifiés»
- 4** Chronique: *Rapport mondial sur les drogues 2004*
- 5** ELDD – comment accéder facilement à la législation de l'UE sur la drogue
- 6** Un membre du conseil d'administration de l'OEDT porteur de la flamme olympique
- 7** Nouveaux produits et services de l'OEDT
- 8** Le Conseil d'administration de l'OEDT adopte une résolution sur le budget

«Le cannabis gagne-t-il en puissance?»

«Le cannabis gagne-t-il en puissance?» Telle est la question-clé examinée par la toute première étude européenne sur la puissance du cannabis, publiée par l'OEDT le 26 juin, à l'occasion de la Journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues. La puissance du cannabis se définit par la quantité de principe actif, le Δ^9 -tetrahydrocannabinol (THC), présente dans le produit.

Cette étude a été lancée à la lumière d'informations récentes selon lesquelles le cannabis pourrait produire des effets beaucoup plus puissants qu'auparavant et, par conséquent, être plus préjudiciable à la santé des usagers. De telles informations sont préoccupantes puisque le cannabis est la drogue illicite la plus couramment consommée dans l'Union européenne, de nombreux pays faisant état de taux de prévalence au cours de la vie supérieurs à 20%. Qui plus est, le nombre d'individus essayant le cannabis et de ceux en faisant un usage intensif sont tous deux en progression depuis ces dix dernières années.

L'étude montre que lorsque l'on calcule la puissance globale des produits du cannabis présents sur le marché européen, la thèse d'une augmentation de sa puissance n'est pas matériellement prouvée. Ceci s'explique par le fait que le cannabis importé (sous forme d'herbe et de résine) est prédominant sur le marché de nombreux pays européens et sa puissance est stable depuis de nombreuses années. Or, dans les pays où l'on observe une augmentation globale de la puissance du cannabis (aux Pays-Bas, par exemple), cette augmentation s'explique quasiment entièrement par une hausse de la consommation relative d'herbe de cannabis cultivée chez soi à l'aide de techniques hydroponiques intensives.

La culture d'intérieur de plants de cannabis se pratique désormais dans la plupart des pays européens, sinon dans leur totalité, mais les produits d'importation sont encore les plus couramment consommés. En règle générale, l'herbe de cannabis cultivée de cette manière produit systématiquement des effets puissants, voire souvent deux à trois fois plus puissants que l'herbe importée d'Afrique du Nord, des Caraïbes et d'Extrême-Orient. Alors même que l'on assiste désormais à une culture d'intérieur intensive dans de nombreux pays européens,



La culture d'intérieur de plants de cannabis se pratique désormais dans la plupart des pays européens, sinon dans leur totalité, mais les produits d'importation sont encore les plus couramment consommés.

on estime que la part de marché de ce type de drogue est modeste, mais qu'elle pourrait progresser, d'où la nécessité d'une meilleure surveillance du marché. Aux Pays-Bas toutefois, le marché du cannabis serait désormais constitué pour plus de la moitié de produits de culture locale, au vu des chiffres nationaux relativement élevés de la culture intensive de cannabis (*nederwiet*).

Si le cannabis de culture intensive occupe à terme une part de marché plus importante, quel effet cela aura-t-il sur la santé des usagers? L'on s'interroge sur un point encore non résolu: l'individu qui fume du cannabis de forte puissance en consomme-t-il simplement moins pour obtenir les mêmes effets? Auquel cas, l'usage de cannabis de forte puissance n'entraînerait pas nécessairement d'exposition à des doses accrues, ni de risques importants pour la santé.

Certains problèmes de santé, voire en particulier certains troubles aigus – tels que crises de panique et troubles psychologiques – pourraient survenir plus fréquemment chez les consommateurs de cannabis de forte puissance. Compte tenu de l'idée de plus en plus préoccupante d'un lien possible entre le cannabis et certains troubles psychiques durables graves, l'impact négatif de la consommation de cannabis de forte puissance ne saurait être exclu.

Le Directeur de l'OEDT, Georges Estievenart affirme: «Le message que nous livre cette étude est qu'il faut nous garder à la fois de trop d'alarmisme et de trop de complaisance concernant la puissance du cannabis disponible aujourd'hui... Nous devons mettre en œuvre des mesures pour surveiller de près la situation et mieux comprendre l'impact que le cannabis de forte puissance pourrait avoir sur la santé des usagers».

Pour plus d'information, voir *InfoPoint* à l'adresse suivante: <http://www.emcdda.eu.int>

Juillet-septembre

2004

La situation de la drogue

Évaluer la disponibilité des substances illicites par le biais des enquêtes de population



Photo: Photodisc

La disponibilité des drogues illicites est un élément-clé dans la compréhension de l'usage de drogue.

La disponibilité des drogues illicites est un élément-clé dans la compréhension de l'usage de drogue, des modèles d'usage et de leurs conséquences. Depuis 2002, l'OEEDT développe des indicateurs de la disponibilité des drogues au niveau de la rue dans l'UE, afin de mieux comprendre comment l'accès à ces substances peut influencer sur leur demande.

La disponibilité des drogues au niveau de l'usager est l'un des aspects analysés, en particulier au travers de questions sur la disponibilité des drogues figurant dans les enquêtes en population générale. S'inscrivant dans le cadre de ce travail, le groupe d'experts de l'OEEDT, mis en place pour développer un nouveau module sur la disponibilité des drogues à insérer dans le

'modèle de questionnaire européen' (EMQ), a tenu sa troisième réunion les 25 et 26 mai à Lisbonne. Les participants à cette réunion venaient de France, Grèce et Suède.

La réunion a permis de définir des variables prioritaires et optionnelles pour le nouveau module, ainsi que des questions et des modalités de réponse correspondantes sur les concepts de «disponibilité perçue des drogues» et «exposition aux drogues». Le groupe a recommandé de procéder à un test préliminaire des questions du module sur la disponibilité des drogues qui seront insérées dans le EMQ.

Les participants ont également partagé leurs expériences nationales en présentant les résultats obtenus sur ces questions sur la disponibilité des drogues incluses dans leurs enquêtes en 2003–2004. Si beaucoup a été fait, il reste encore, en 2004–2005, à : développer des questions relatives au concept «accessibilité aux drogues», traduire le module dans d'autres langues de l'UE, procéder à un test préliminaire du module, et développer certains aspects relatifs au mode d'administration.

Chloé Carpentier

«Cannabis: De l'observation des tendances à l'intervention»



Photo: Atlantic Photo

«Cannabis – From trends to interventions» (Cannabis: de l'observation des tendances à l'intervention): tel était le titre de la conférence internationale organisée par le point focal national portugais, l'*Instituto da Droga e da Toxicoddependência* (IDT), à Estoril (Portugal), les 7 et 8 juin.

Le récent *Rapport mondial sur les drogues 2004* des Nations unies cite le cannabis comme l'une des drogues les plus consommées au monde, avec quelque 150 millions d'usagers (voir p. 4). Au Portugal, les statistiques montrent que 10% environ des jeunes de

12 à 15 ans ont consommé cette drogue au moins une fois dans leur vie. En outre, de nombreux patients fréquentant les centres de traitement spécialisés au Portugal déclarent consommer du cannabis comme substance primaire ou secondaire, parallèlement à d'autres substances.

Quelque 300 personnalités politiques, professionnels et spécialistes des drogues ont assisté à cette conférence, qui a permis de brosser un tableau de la consommation de cannabis, des problèmes qu'elle entraîne et des interventions. Les experts de l'OEEDT ont fait le point au niveau européen sur les approches politiques et législatives de la consommation de cannabis et sur le profil des patients fréquentant les services de traitement pour dépendance primaire au cannabis.

Daniilo Ballotta et Linda Montanari

Pour plus d'informations, consulter le site <http://www.drogas.pt>

Atelier de la Reitox Academy

Le dernier atelier de la *Reitox Academy*, s'est déroulé à Ljubljana (Slovénie) du 14 au 16 juillet et proposait une expérimentation des méthodes permettant d'estimer la prévalence de la consommation problématique de drogue. Cet atelier, qui ciblait en premier lieu les experts des nouveaux États membres, offrait aux participants l'occasion d'améliorer leurs connaissances des méthodes de calcul «*multiplier–benchmark*» et «*capture–recapture*». Le point focal national slovène a accueilli cette manifestation.

Des séances consacrées à l'examen de l'offre, de la qualité et de l'adéquation des statistiques dans les pays participants ont suivi la présentation des deux méthodes, assurée par des experts (Gordon Hay, Ludwig Kraus). Des exposés ont également été proposés sur les estimations actuelles de la consommation problématique de drogue en Belgique, en République tchèque, au Portugal et en Slovénie.

Les participants ont réalisé une analyse complète de «capture–recapture» à l'aide d'une série de données et du logiciel statistique scientifique SPSS. Cette analyse impliquait de combiner des ensembles de données séparés et de produire des estimations de prévalence.

Les participants à l'atelier ont terminé leur formation en élaborant et en soumettant des plans nationaux comportant les axes suivants: définition des groupes cibles, identification des sources statistiques, création de groupes d'experts nationaux et financement des études de prévalence. Ces plans nationaux devraient pouvoir être finalisés et mis en œuvre en 2004–2005 si des ressources suffisantes peuvent être mobilisées à l'échelon national.

Dans l'ensemble, les participants nous ont fait part de leur appréciation sur la qualité de cet atelier. Les différentes présentations des plans nationaux ont montré qu'aussi bien la disponibilité des données que le savoir-faire s'améliorent rapidement dans bon nombre de nouveaux États membres, ce qui laisse espérer une forte capacité à disposer d'estimations nouvelles, de qualité supérieure.

Lucas Wiessing, Jennifer Hillebrand et Colin Taylor

Réponses

Les temps changent

Une étude récemment publiée sur les toxicomanes mobiles et la drogue dans six pays d'Europe centrale (1) préconise de déployer davantage de moyens pour améliorer la connaissance de ce groupe «caché» et répondre à ses besoins sanitaires, sociaux et juridiques.

Les conclusions de cette étude ont été présentées par AC COMPANY (2), lors de la conférence intitulée *Times are changing* (Les temps changent) qui s'est tenue à Prague, du 3 au 5 juin. L'étude cible des groupes très mobiles d'usagers de drogues et de travailleurs du sexe en Europe centrale, qui posent des nouveaux problèmes aux services de lutte antidrogue, en particulier dans les capitales. Les orateurs ont attiré l'attention sur la diversité des groupes vulnérables (clandestins, toxicomanes, travailleurs du sexe) dans les différentes régions d'Europe et sur les situations à risque dans lesquelles ils se trouvent (sans domicile, incarcération, expériences de consommation de drogue).

Même si le continent européen a toujours connu de forts taux de migration, des tendances nouvelles sont apparues depuis la chute du mur de Berlin: accroissement de la mobilité, progression de l'émigration pour raisons économiques et afflux de réfugiés et de demandeurs d'asile.

Lors de cette conférence, plus d'une centaine de membres du réseau originaires de 24 pays européens, de Russie et d'Ukraine, ont échangé des informations sur la dynamique de la mobilité et sur la complexité des facteurs d'influence (par exemple: différences de contexte culturel et de prospérité économique).

Sous les auspices du réseau, des projets spéciaux financés par la Commission européenne via son programme Phare ont été réalisés à Prague et à Anvers en faveur de toxicomanes russophones. Les projets ont mis en lumière l'urgence d'une réponse ciblée sur ces nouveaux groupes de migrants et la pertinence d'un matériel d'information sur la prévention et la prise en charge culturellement ciblée, dans la langue maternelle des usagers.

Eberhard Schatz et Dagmar Hedrich

(1) République tchèque, Estonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie et Roumanie.

(2) Le réseau propose une aide et des conseils à ce groupe cible. <http://www.ac-company.org>

Le projet figure également dans la base de données EDDRA à l'adresse suivante: http://eddra.emcdda.eu.int:/eddra/plsql/ShowQuest?Prog_ID=3074

Des traitements désormais «plus nombreux, plus accessibles et plus diversifiés»



«Nous effectuons ce suivi depuis le milieu des années 90 et nous constatons une croissance constante pour tous les types de traitement de la toxicomanie dans l'Union»

M. Georges Estievenart, Directeur de l'OEDT

Les traitements de la toxicomanie sont désormais «plus nombreux, plus accessibles et plus diversifiés» dans l'Union européenne. Des statistiques concernant les quinze anciens États membres et couvrant les quatre dernières années (1999–2003), témoignent d'une augmentation substantielle de l'offre de services. L'offre locale de soins ambulatoires a augmenté notamment en France (25%), en Grèce (30% environ) et en Autriche (60% environ), et s'accompagne aussi dans certains pays d'une progression de l'offre de soins résidentiels, plus coûteux, d'environ un tiers au Danemark, par exemple, pour la même période.

L'évaluation par l'OEDT de la disponibilité des services de traitement de la toxicomanie est un indicateur de la situation de la prise en charge thérapeutique dans l'UE.

«Nous effectuons ce suivi depuis le milieu des années 90 et nous constatons une croissance constante pour tous les types de traitement de la toxicomanie dans l'Union», déclare M. Georges Estievenart, directeur de l'Observatoire. «Certains pays ont récemment étoffé leur offre de services, et ce faisant, ont répondu à l'objectif fixé par le plan d'action européen en matière de drogue, à savoir augmenter substantiellement le nombre de toxicomanes traités avec succès entre 2000 et 2004».

Le traitement des toxicomanies ne fait pas que se développer, il se diversifie également en s'adaptant à l'évolution de la demande. Auparavant, la demande de traitement était largement centrée sur la dépendance aux opiacés. Aujourd'hui, nous voyons davantage de personnes en quête de traitements pour d'autres substances, comme le cannabis et la cocaïne. Nous constatons aussi que la polytoxicomanie est devenue le problème le plus fréquent des usagers de drogues. Ils sont actuellement plus de 8 sur 10 à consommer plusieurs produits.

Les statistiques collectées par l'OEDT montrent que la proportion de consommateurs d'opiacés dans l'UE qui reçoivent un traitement de substitution est supérieure de plus de 25% aux chiffres d'il y a quatre ans: le nombre de places disponibles dans les établissements spécialisés a augmenté, la couverture géographique s'est étendue et les médicaments prescrits se sont diversifiés. Si l'on estimait à 320 000 le nombre de sujets traités aux substituts opiacés dans les quinze anciens États membres en 1999, ce chiffre dépassait 410 000 en 2003. Certains pays, à l'instar du Portugal, font état d'un quasi-triplement de leurs chiffres, enregistrant un saut quantitatif d'environ 6 000 patients traités aux substituts opiacés en 1999 à presque 16 000 en 2003. La Finlande et la Suède enregistrent elles aussi un quasi-triplement de ces chiffres, mais progressent à un rythme plus lent, avec respectivement 600 et 1 600 patients bénéficiant d'un traitement médical en 2003.

L'estimation des dépenses publiques consacrées à la prise en charge de la toxicomanie est un indicateur important de l'engagement des gouvernements dans la résolution des problèmes liés aux drogues. Une première estimation, réalisée par l'OEDT, du niveau de ces dépenses pour la période 1990–2000 suggère que les États membres ont consacré de 70 à 75% de leur budget dédié à la lutte contre la drogue à des mesures visant le respect des lois et entre 25 et 30% pour le secteur sanitaire et social (notamment pour le traitement de la toxicomanie et des maladies connexes).

À lire

Rapport mondial sur les drogues 2004



Le 26 juin, à l'occasion de la journée internationale contre l'abus et le trafic illicite des drogues, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a publié son *Rapport mondial sur les drogues 2004*. L'ouvrage se présente pour la première fois cette année en deux volumes.

Le volume 1 aborde les tendances du marché et propose des analyses approfondies sur les tendances, tandis que le volume 2 présente une compilation statistique du marché mondial de la drogue. Les deux volumes brossent un tableau complet des tendances mondiales et présentent des statistiques sur l'offre (production et trafic) et la demande.

La situation mondiale de la drogue et les méthodes de contrôle internationales ont considérablement évolué au cours du siècle dernier. En évaluant la situation actuelle, le *Rapport mondial sur les drogues 2004* attire l'attention sur les nouvelles méthodes de lutte contre ce phénomène évolutif.

Publié par: Organisation des Nations unies

Langues: anglais (français et russe disponibles en octobre)

Date: 26 juin 2004

ISBN: 9-789211-481853 • **Prix:** gratuit

Commandes: http://www.unodc.org/unodc/world_drug_report.html

Adresse de téléchargement:

http://www.unodc.org/pdf/WDR_2004/volume_1.pdf • http://www.unodc.org/pdf/WDR_2004/volume_2.pdf

Communiqués de presse:

<http://www.unis.unvienna.org/unis/pressrels/2004/unisnar849.html>

L'OEDT est responsable de la sélection des ouvrages cités sous cette rubrique et du texte présenté. Toutefois, le contenu des ouvrages et les avis qu'ils expriment relèvent de la responsabilité de leurs auteurs.

Chronique

Rapport mondial sur les drogues 2004: Un aperçu général de la situation mondiale

Il y a presque un siècle, le déferlement de l'opium chinois fut le déclencheur des premières tentatives mondiales de contrôle de la drogue au niveau international avec la conférence de Shanghai, en 1909. La situation mondiale de la drogue est devenue encore plus complexe au cours du siècle qui s'est quasiment écoulé depuis. Les tendances de consommation ont évolué, de nouvelles drogues illicites sont arrivées sur le marché et de nouvelles méthodes de contrôle ont été mises au point pour s'adapter à cette situation mouvante.

Le *Rapport mondial sur les drogues 2004* en deux volumes, publié en juin par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) (voir ci-contre), propose une évaluation complète de la situation mondiale actuelle de la drogue.

Le rapport estime à quelque 185 millions le nombre total d'usagers de drogues dans le monde, soit 3% de la population mondiale ou 4,7% de la population de 15 à 64 ans



Photo: Atlántico Press

Aux termes du rapport, il semblerait que la consommation de drogues se soit essoufflée après des décennies de progression soutenue et que les décès liés à la toxicomanie en Europe occidentale aient diminué de presque 20% entre 2000 et 2002, mais, pour encourageantes que soient ces nouvelles, l'usage de drogues demeure un phénomène majeur. «Les niveaux actuels de consommation de drogues illicites, ainsi que les conséquences sanitaires et sociales et les activités criminelles liées à cette consommation, sont de toute évidence inacceptables», déclare António Maria Costa, directeur exécutif de l'ONUDC. Au demeurant, si la progression globale de l'abus de drogues marque le pas, la consommation de cannabis sous forme d'herbe (marijuana) progresse quant à elle à un rythme plus rapide.

Le rapport estime à quelque 185 millions le nombre total d'usagers de drogues dans le monde, soit 3% de la population mondiale ou 4,7% de la population de 15 à 64 ans. Le cannabis est la substance la plus largement consommée (par près de 150 millions de personnes), suivi des psychostimulants de type amphétamines (38 millions environ), des opiacés (15 millions) et de la cocaïne (13 millions). En termes d'impact sur la santé, évalué en fonction de la demande de services de traitement, les opiacés demeurent les substances de consommation parmi les plus problématiques au monde puisqu'ils représentent 67% des demandes de traitement en Asie, 61% en Europe et 47% en Océanie. Cependant, la demande de traitement pour dépendance aux opiacés est en train de reculer en Europe, alors qu'elle progresse pour le cannabis, les stimulants de type amphétamines et la cocaïne.

S'agissant de l'offre, la production de coca est en baisse pour la quatrième année consécutive dans la région andine (Bolivie, Colombie et Pérou), et la culture du pavot continue elle aussi de reculer à Myanmar et au Laos. Cependant, 2003 a été une deuxième année record dans l'histoire pour la production d'opium en Afghanistan, le pays assurant plus des trois quarts de l'offre mondiale d'opium illicite. Certains rapports préliminaires indiquent que la production pourrait augmenter dans des proportions considérables en 2004, ce qui aurait des implications sur le plan mondial. Quelque 80 à 90% des opiacés découverts en Europe proviennent d'Afghanistan.

Source: ONUDC

Pour plus de précisions sur le rapport, voir l'article page ci-contre.

Un résumé est accessible via http://www.unodc.org/pdf/WDR_2004/Executive_Summary_french.pdf

Europe du sud-est

Améliorer la coordination et l'information sur les drogues



Photo: Photodisc

Un groupe de coordination informel, composé d'experts des questions de drogue des Balkans occidentaux (1), des États membres et des pays candidats, s'est réuni pour la première fois à Zagreb (Croatie), le 18 juin. Cette réunion avait pour but de définir des priorités afin d'encourager la

mise en œuvre de plans d'action nationaux de lutte contre la drogue en Europe du sud-est et de faciliter l'échange et la collecte d'informations et de connaissances sur les drogues dans cette région.

L'idée de la mise en place de ce groupe de coordination a pris son origine en novembre 2003, lors de la conférence organisée par les gouvernements croate et slovène à Dubrovnik. L'objectif du groupe était d'élaborer une approche structurée du phénomène de la drogue dans les Balkans occidentaux. L'un des défis à relever consistait à créer un système commun de comparaison des informations sur les drogues entre des pays dotés de capacités et de normes variables pour évaluer le phénomène au niveau national.

Lors de cette réunion, l'OEDT a présenté son expérience en matière de coopération avec les anciens pays adhérents et les pays candidats à l'UE sur le développement de réseaux nationaux d'information et l'affinement des méthodes de collecte statistique. L'organisation et le rôle du réseau Reitox, qui pourrait servir de modèle à la région, ont également été présentés à cette occasion. Les pays d'Europe du sud-est bénéficient à ce jour du processus de stabilisation et d'association (PSA) de l'UE, conçu pour encourager et soutenir leurs actuels processus intérieurs de réforme. Le PSA leur ouvre la perspective d'une intégration pleine et entière dans des structures de l'UE comme l'OEDT.

Jennifer Hillebrand et Alexis Goosdeel

(1) Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine.

Partenaires

Une Présidence irlandaise active sur le front de la drogue

La Présidence irlandaise, qui s'est close le 30 juin dernier sur un remarquable bilan, a été notamment très active dans le domaine des drogues.

Le Pr. Desmond Corrigan, Président du Groupe Horizontal Drogues du Conseil pendant cette période et membre du Comité Scientifique de l'OEDT est parvenu à mener à leur stade final de préparation deux projets de décision du Conseil: la refonte du règlement de base de l'OEDT (doc.5085/04 CORDROGUE 7 SAN), et la modification de l'Action commune de 1997 sur les nouvelles drogues de synthèse (doc. 13821/03 CODROGUE 90). Ces deux projets devraient être finalisés à bref délai.

La Présidence a eu également un rôle moteur dans d'importants forums internationaux. Elle est ainsi parvenue, grâce à sa coordination des États membres et des pays accédants de l'UE, à présenter en leur nom à tous et à faire adopter par la Commission des Drogues des Nations Unies lors de sa 47^{ème} session à Vienne, une résolution visant à «promouvoir le développement des systèmes intégrés d'information sur les drogues». La Présidence irlandaise a ainsi oeuvré avec succès pour la préparation et l'organisation de réunions à haut niveau avec les partenaires internationaux de l'UE dans le domaine des drogues.

Ce n'est pas un des moindres mérites non plus de la Présidence irlandaise que d'avoir ouvert le chemin à la stratégie drogues post 2004 de l'UE: la conférence tenue à Dublin en mai aura contribué à préparer le terrain à l'endossement, en décembre, par le Conseil européen, d'une nouvelle stratégie de l'UE dans le domaine des drogues pour la prochaine décennie.

Alain Wallon

Drugs-Lex

ELDD – comment accéder facilement à la législation de l'UE sur la drogue

En 1990, la Communauté européenne adoptait sa première mesure législative en matière de drogues en ratifiant l'article 12 de la Convention des Nations unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, signée en 1988. Depuis lors, l'UE a adopté tout un arsenal de plus d'une soixantaine de directives, règlements, recommandations et décisions-cadres traitant du phénomène des drogues, en conformité avec les traités de Maastricht et d'Amsterdam.

L'OEDT met désormais à disposition ces textes dans un fonds d'archives facile à consulter dans sa base de données juridique *European Legal Database on*

Drugs (ELDD). La nouvelle rubrique *European Union*, sous la section *Legal Texts* (textes juridiques), propose la version intégrale en anglais et en français de tous les textes législatifs relatifs à la drogue adoptés à ce jour par l'UE. Un bref résumé des textes concernés est également proposée dans les deux langues.

Une description générale de la législation sur la drogue à l'échelon européen – *European Union Profile* – est également publiée sur le site. Cette description est subdivisée en plusieurs parties: élaboration de la législation, substances contrôlées, usage et détention de drogues, trafic et crime lié aux drogues, prévention, soins et

traitements, précurseurs, blanchiment d'argent et confiscation. L'objectif premier de cet outil est de mettre à la disposition des décideurs politiques, des chercheurs, des journalistes et du grand public un recueil de référence complet de toute la législation européenne en matière de drogue.

La rencontre annuelle des correspondants juridiques de l'OEDT aura lieu le 18 octobre à Lisbonne. Il est prévu que d'ici là, un certain nombre d'améliorations techniques permettent une consultation plus simple et encore plus efficace de la base de données ELDD.

Cécile Martel

En lumière

Maintien de l'ordre sur le marché de la drogue de Dublin

Le maintien de l'ordre sur les marchés locaux de la drogue est un problème d'ampleur européenne et c'est l'une des raisons pour lesquelles la stratégie nationale de lutte antidrogue de l'Irlande souligne l'importance d'apporter des réponses locales. Le projet de loi *Garda Síochána* 2004, actuellement en cours d'examen au Parlement irlandais, fournit le cadre réglementaire de la concertation entre la police, les services des logements sociaux et les populations locales sur les problèmes de maintien de l'ordre et sur les modèles et les niveaux de consommation abusive d'alcool et de drogue.

Le projet de loi coïncide avec l'émergence toute récente d'instances consultatives d'intérêt local sur le maintien de l'ordre dans toute la ville de Dublin. Un rapport rédigé par Johnny Connolly, du point focal irlandais, qui décrit la création et l'évaluation d'un «forum de maintien de l'ordre local» dans les quartiers nord de la ville a été lancé en 2002.

Ce forum a pour finalité de coordonner une stratégie commune entre la population locale, les forces de police (*An Garda Síochána*) et les services du logement pour remédier au trafic de drogue et à la criminalité ainsi qu'aux nuisances dès lors engendrées.

Une cinquantaine de résidents des quartiers voisins se réunissent tous les trois mois avec des cadres de la police et les services du logement pour discuter des problèmes de drogue et trouver ensemble des solutions. Une enquête menée auprès des résidents participant au forum a établi que 70% d'entre eux estimaient que les services de police s'étaient améliorés depuis la création du forum. Ils sont désormais 72% à déclarer que de ce fait, ils seraient davantage enclins à coopérer avec la police sur la criminalité liée à la drogue. Deux autres forums d'intérêt local ont été mis en place dans deux autres quartiers de la ville. La stratégie nationale antidrogue prévoit d'en établir dans 14 autres zones prioritaires du pays.

<http://www.hrb.ie/ndc> • jconnolly@hrb.ie

Reitox

Une évaluation de la qualité fait apparaître des progrès dans l'établissement des rapports d'information

Selon une analyse de qualité récemment effectuée par l'OEDT sur les rapports d'information établis en 2003, on observe une amélioration globale de la manière dont les pays rapportent leurs données nationales en matière de drogues.

Les pays sont désormais nombreux à faire des efforts pour s'aligner sur les lignes directrices européennes et l'on observe une plus grande harmonisation dans le format et la présentation des données qu'ils transmettent. Certains points méritent encore une amélioration notamment sur l'interprétation des tendances. En outre, il est impératif de veiller à une plus grande ponctualité dans la transmission des rapports, tout retard pouvant affecter le processus d'analyse au niveau de l'UE.

Les États membres de l'UE et les pays candidats remettent en effet chaque année à l'OEDT un rapport national abordant la situation de la drogue, une analyse quantitative des données sur la consommation et les problèmes y afférents, ainsi que les meilleures pratiques en matière de réduction de la demande. Tous les pays remettent désormais des données quantitatives à l'OEDT, mais les champs de données ne sont pas tous nécessairement renseignés. Aussi les points focaux déploient-ils des efforts pour développer les sources de données là où elles font défaut et pour aligner parfaitement leurs systèmes nationaux d'établissement des rapports sur les normes européennes. La collaboration entre les réseaux nationaux et l'OEDT est primordiale à cet égard pour obtenir des informations fiables et comparables.

Un groupe de travail se réunira à Lisbonne, les 7 et 8 octobre, pour permettre aux points focaux intéressés d'évaluer l'application d'un nouveau système mis en place pour les rapports 2004. Les participants évoqueront, entre autres, les lignes directrices sur la collecte de données, les critères d'évaluation de la qualité, les directives pour l'élaboration des rapports nationaux 2005 et certaines questions inscrites à l'ordre du jour.

Linda Montanari

Voir *Partners/Reitox network* <http://www.emcdda.eu.int>



Un membre du conseil d'administration de l'OEDT porteur de la flamme olympique

Le docteur Kyriakos Veresies, représentant de Chypre au conseil d'administration de l'OEDT, se trouvait parmi les porteurs de flambeau et les athlètes pour porter la flamme olympique lors de son passage à Chypre, le 8 juillet.

Chypre constituait l'étape ultime de la flamme avant son entrée en Grèce, le 9 juillet, à l'issue d'un long périple à travers cinq continents, 26 pays et 34 villes. La flamme a poursuivi sa route en Grèce à destination du stade olympique

d'Athènes pour la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, qui a eu lieu le 13 août.

Plus de dix mille porteurs de toutes nations, cultures et communautés se sont relayés pour la porter. La participation du Dr. Veresies à ce rituel est une proclamation des idéaux et des valeurs de la société civile européenne, idéaux et valeurs qui constituent également une aide dans la lutte contre l'abus de substances et la dépendance.

La flamme symbolise les idéaux éternels de noble compétition, d'amitié, de paix, de culture et d'éducation qui sont tellement essentiels à l'humanité d'aujourd'hui.

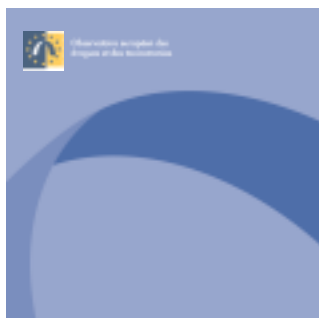
Neoklis Georgiades, Directeur de l'Observatoire chypriote des drogues et des toxicomanies

Le docteur Veresies, psychiatre, est directeur de KENTHEA, une ONG chypriote active dans la prévention et le traitement des toxicomanies.

Produits et services

Nouvelles publications

Brochure de présentation (nouvelles langues)



La brochure de présentation de l'OEDT, publiée dans les onze langues de l'UE plus le norvégien à la fin de l'année 2003, sera également disponible dès le mois d'octobre dans les neuf nouvelles langues officielles de l'Union (CS, ET, LV, LT, HU, MT, PL, SK, SL). Cette brochure, qui pourra également être consultée sur le site web de l'OEDT, présente les grands domaines d'activité de l'agence dans le cadre de son actuel programme de travail triennal (2004–2006), de son mandat constitutif et de ses objectifs.

Les organisations désireuses de commander des brochures, dans l'une ou l'autre des 21 langues, pour des conférences et manifestations diverses peuvent le faire par courrier électronique à l'adresse suivante: info@emcdda.eu.int

Voir *Publications/Brochures and catalogues* à l'adresse suivante <http://www.emcdda.eu.int>

À paraître prochainement

OEDT en ligne — brochure de promotion

Chaque année, l'OEDT produit diverses publications, en ligne et imprimées, afin de faire connaître les recherches et les principaux résultats de l'agence. Soucieux de compléter son catalogue de titres en version imprimée, l'OEDT publiera cet automne une brochure de présentation de ses tous derniers produits en ligne.

Voir *Publications/Brochures and catalogues* à l'adresse suivante <http://www.emcdda.eu.int>

Partenaires (suite de la page 5)

Contrôle antidrogue dans les aéroports européens

Le groupe de concertation des services de contrôle antidrogue dans les aéroports européens du groupe Pompidou a organisé sa réunion annuelle à Bruxelles, les 17 et 18 juin. Plus de 80 participants de 32 pays ont assisté à cette rencontre ainsi que des délégués de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et de l'OEDT.

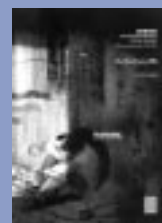
Le Bureau régional de liaison chargé du renseignement pour l'Europe occidentale de l'OMD a fait un exposé sur les saisies de drogue réalisées dans les aéroports européens en général en 2003. Des communications nationales ont suivi cette présentation, notamment sur les saisies de drogues à l'aéroport de Bruxelles (service judiciaire de l'aéroport de Bruxelles), l'échange rapide d'informations sur la détection de drogues et les statistiques criminelles à l'aéroport d'Heathrow (direction générale des douanes et accises britanniques), le guide de contrôle des passagers (garde civile espagnole), le registre des risques criminels dans les aéroports (services de renseignement des douanes néerlandaises) et les mesures de lutte contre les exportations d'ecstasy (direction française de l'analyse et de la surveillance).

Enfin, fort de l'expérience acquise récemment par le Portugal lors de la coupe d'Europe de football *Euro 2004*, le délégué portugais a évoqué la lutte contre la drogue (notamment les livraisons) à l'occasion de manifestations de grande ampleur. Les informations exposées lors de cette réunion annuelle faciliteront la compréhension de la situation de la drogue et des réponses à y apporter au niveau européen.

Ignácio Vázquez Molini

Ressources

Produits et événements utiles sur le phénomène de la drogue



Congrès sur la santé mentale

Un congrès sur la dépendance à la drogue, la santé mentale et les médias, organisé par l'association portugaise *Associação VITAE*, se déroulera à Lisbonne les 28 et 29 octobre.

Les thèmes des différentes sessions seront les suivants: toxicomanie et marginalisation, dépendance et santé publique, usage de drogues et législation et enfin, drogues et médias. Le congrès a pour but de faciliter la communication entre les scientifiques, les médias et la société.

Pour plus d'informations sur ce congrès voir <http://www.assoc-vitae.org/actividad.html>

Alcool, drogues et conduites à risque

Tel est l'intitulé d'un colloque organisé par le Centre Jacques Cartier Centre (Lyon) et l'université de Montréal, les 7 et 8 octobre à Montréal. Le colloque proposera trois séances plénières et cinq ateliers sur les concepts, les travaux de recherche et la pratique dans le domaine des toxicomanies. Des actions innovantes sur un certain nombre de sujets seront présentées à cette occasion: toxicomanie et conduite automobile, services à bas seuil, violence et usage de drogue chez les jeunes.

Pour plus d'informations sur ce colloque voir <http://www.risq-cirasst.umontreal.ca> ou <http://cjc.univ-lyon2.fr>

Les organisations désireuses de faire connaître leur bulletin, magazine, site web, CD-ROM ou toute autre ressource sont invitées à contacter
Kathryn.Robertson@emcdda.eu.int

Calendrier 2004

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15
16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31

Réunions de l'OEDT

- 7-9 juillet: Réunion du Conseil d'administration, Lisbonne.
12-14 juillet: Réunion d'experts de l'OEDT sur les données épidémiologiques concernant les jeunes européens, Lisbonne.
14-16 juillet: Atelier de la *Reitox Academy* sur l'estimation de la prévalence de la consommation problématique de drogue, Ljubljana, Slovénie.
6 septembre: Comité budgétaire de l'OEDT, Bruxelles.
8 septembre: Réunion sur le questionnaire structuré sur la prévention, Lisbonne.
9-10 sep.: 9^e réunion de coordination EDDRA, Lisbonne.
16-17 septembre: Séminaire sur les alternatives à l'incarcération des délinquants toxicomanes, Lisbonne.
22-23 septembre: Réunion annuelle des experts de l'OEDT sur l'indicateur de la demande de traitement, Lisbonne.
23 septembre: Rencontre entre l'OEDT et des organisations internationales sur l'analyse de la dimension hommes-femmes sur la base des statistiques de la demande de traitement.
24 septembre: Réunion du groupe de rédaction OEDT-ONUDC sur la définition d'outils concernant l'indicateur de la demande de traitement, Lisbonne.
27-28 septembre: Réunion avec certains points focaux sur les questionnaires structurés sur le traitement et l'aspect social, Lisbonne.
7-8 octobre: Réunion d'un groupe de travail sur l'évaluation d'un nouveau système de rapports et des directives pour l'élaboration des rapports nationaux 2004, Lisbonne.
13-15 octobre: Réunion sur les données concernant l'offre de drogue et la criminalité connexe/*Reitox Academy*, Lisbonne.
18 octobre: Réunion des correspondants juridiques OEDT, Lisbonne.

Réunions externes

- 7-10 septembre: 16^e conférence internationale sur le thème "ethnité et toxicomanie", Vienne.
20-21 septembre: Préconférence sur la santé mentale des enfants et des adolescents dans la région OMS/Europe, Luxembourg.

Réunions de l'UE

- 7-8 septembre; 30 septembre-1 octobre; 24 novembre: Groupe Horizontal Drogue, Bruxelles.

Organes statutaires

Le Conseil d'administration adopte une résolution sur le budget de l'OEDT

Le Conseil d'administration de l'OEDT s'est réuni à Lisbonne les 7 et 8 juillet et a adopté une résolution demandant aux autorités budgétaires (Parlement, Conseil et Commission) d'examiner la proposition que le Conseil d'administration avait faite en janvier en faveur d'un budget pour l'année 2005 de 12,9 millions d'euros pour l'OEDT. Cette résolution a été rédigée à la lumière des discussions en cours dans les instances budgétaires sur une enveloppe de 12 millions d'euros. Le Conseil d'administration se dit préoccupé par le fait que, compte tenu de l'élargissement, cette diminution de 900 000 euros pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur le fonctionnement de l'Observatoire, en particulier sur celui des 25 points focaux *Reitox*, financés à 50% par l'OEDT. M. Marcel Reimen, Président du Conseil d'administration, soumettra cette résolution au Parlement européen pour examen.

Le Conseil d'administration a également abordé la coopération de l'OEDT avec la société civile, notamment avec les réseaux transnationaux européens sur les drogues et avec les organisations non gouvernementales. S'agissant des relations extérieures et, notamment, des relations avec les pays voisins de la nouvelle Union élargie, le Conseil d'administration souligne l'importance d'exploiter au mieux la capacité de l'OEDT dans le domaine des systèmes d'information sur la drogue et des méthodologies y afférentes. Il a également été décidé d'étendre le mandat des actuels membres du Comité scientifique et de demander aux nouveaux États membres de nommer leurs représentants.

Kathleen Hernalsteen

Coordinateurs nationaux de la lutte antidrogue

Les coordinateurs nationaux de la lutte antidrogue des États membres de l'UE se sont réunis à titre informel à Dublin, le 15 juin, sous les auspices de la présidence irlandaise.

M. Georges Estievenart, Directeur de l'OEDT, a présenté aux coordinateurs les tout derniers résultats de l'Observatoire en matière de cocaïne et de crack dans l'UE. Il a évoqué les sources d'approvisionnement de cocaïne illicite dans le monde, les itinéraires des trafiquants et les saisies, la prévalence, les décès et les traitements liés à cette substance.

Les délégués de la Belgique, de la France, de la Pologne, du Portugal, de la Slovaquie et de la Suède ont soumis un état actualisé de la situation de la drogue dans leur pays. Le rôle des coordinateurs nationaux dans l'élaboration d'une stratégie et d'un plan d'action antidrogue à l'échelon européen a également été discuté.